



**AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS
(REPUBLIQUE DU SENEGAL)**

REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE
LA PASSATION DES MARCHES DES AUTORITES
CONTRACTANTES DU GROUPE II (GESTION 2012)

**DAGE du Ministère
de l'Elevage**

RAPPORT DEFINITIF



Juillet 2014



Grant Thornton

Grant Thornton
2 place de l'indépendance
Immeuble SDIH
2e, 3e et 4e étage
BP 7642 - Dakar
T 00 221 33 889 70 70
F 00 221 33 821 10 70
grantthornton@sn.gt.com

www.grantthornton.sn

SIGLES ET ACRONYMES

AC	: Autorité contractante
ARMP	: Autorité de Régulation des Marchés Publics
AOR	: Appel d’Offres Restreint
CM	: Commission des Marchés
CCAG	: Cahier des Clauses Administratives et Générales
ACP	: Agent Comptable Particulier
CMP	: Code des Marchés Publics
CPM	: Cellule de Passation des Marchés
CRD	: Comité de Règlement des Différends
DAO	: Dossier d’Appel d’Offres
DCMP	: Direction Centrale des Marchés Publics
DRP	: Demande de Renseignements et de Prix
MEF	: Ministère de l’Economie et des Finances
PV	: Procès-verbal
PPM	: Plan de Passation des Marchés
PI	: Prestations Intellectuelles
TDR	: Termes de référence
UEMOA	: Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
N/A	: Non applicable

Dakar, le 07 Juillet 2014

**A Monsieur le Directeur Général de l'Autorité de
Régulation des Marchés Publics**

REPUBLIQUE DU SENEGAL

Monsieur le Directeur Général,

En exécution de la mission que l'ARMP a bien voulu nous confier et relative à la revue indépendante de la conformité de la passation des marchés publics conclus par les autorités contractantes du groupe II pour la Gestion 2012, nous avons l'honneur de vous soumettre conformément aux termes de référence, notre rapport définitif concernant la DAGE du Ministère de l'Élevage. Ce rapport tient compte des informations et documents complémentaires envoyés par courrier n°00420/MEPA/DAGE/CPM du 14 juillet 2014 par ledit ministère à la suite de notre rapport provisoire.

Nous avons effectué notre revue sur la base des termes de référence (TDR) du contrat de services signé entre l'Autorité de Régulation des Marchés publics et le cabinet Grant Thornton.

Selon les TDR, la mission a pour objectif principal de vérifier la conformité du processus de passation et d'exécution des marchés conclus en 2012 par les autorités contractantes ciblées, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des obligations de l'Administration, le décret 2011- 1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et ses arrêtés d'application.

C'est ainsi qu'au terme de nos diligences réalisées selon l'approche détaillée au point 2 du présent rapport, nous vous présentons la synthèse de nos travaux.

SYNTHESE DE NOS TRAVAUX

Au cours de la période d'audit, la liste communiquée par le DAGE du Ministère de l'Élevage présente **10** marchés passés par DRP, pour un coût global de **F CFA 12 529 845**.

Nous avons procédé à des tests d'exhaustivité avec les données financières et comptables mises à notre disposition par la DAGE. A l'issue de nos travaux, nous n'avons pas eu connaissance d'autres marchés passés par le Ministère de l'élevage sur la période sous revue.

Dans le cadre de nos travaux, notre échantillon a porté sur l'ensemble des dossiers de marchés représentant 100% de leur montant global.

Notre sélection est récapitulée comme suit :

MODE DE PASSATION	DAGE ELEVAGE				
	RECAPITULATIF DES MARCHES (EN F CFA)		MARCHES SELECTIONNES POUR REVUE (EN F CFA)		
	NOMBRE	MONTANT	NOMBRE	MONTANT	SCOOP EN VOLUME
DRP	10	12 529 845	10	12 529 845	100%
TOTAL	10	12 529 845	10	12 529 845	
TAUX DE COUVERTURE			100%	100%	

Au terme de nos travaux, nos principaux constats peuvent être résumés comme suit :

CONSTATS D'ORDRE GENERAL

1. La défaillance de l'archivage : aucun des dossiers de marchés examinés ne contient les documents requis au complet :
 - Absence de documents pour assurer la traçabilité des opérations de passation de marchés :
 - registre de transmission des courriers de passation de marchés.L'archivage des pièces relatives aux marchés dans une même liasse n'est pas systématique de la part de la CPM contrairement aux dispositions de l'arrêté n° 011586/MEF du 27 décembre 2007 et aux instructions de l'ARMP sur le classement et l'archivage.
2. Le défaut de désignation explicite du suppléant pour chaque membre titulaire de la Commission des marchés. En effet, l'acte de nomination a porté sur 3 membres titulaires sans désigner expressément pour chaque titulaire le suppléant, en violation des dispositions de l'article 36 alinéa 4 du Code des marchés publics qui stipule que « pour chaque membre titulaire de la commission des marchés, il est également désigné un suppléant... » ;
3. Les actes de nomination des membres de la Commission des Marchés ne sont pas transmis dans les délais requis à la DCMP, en violation des dispositions de l'article 6 de l'arrêté 11588 qui stipule qu'« Au plus tard le 05 janvier de chaque année, les copies des actes de nomination des membres des commissions et de leurs suppléants, visés à l'article 36, alinéa 4 du Code des Marchés publics, sont communiquées à l'Autorité de Régulation des marchés publics et à la Direction centrale des marchés publics. » ;
4. La DAGE du Ministère de l'élevage ne dispose pas d'une base de données de fournisseurs. Les mêmes candidats sont toujours consultés, par nature de fournitures, services ou travaux et sont tributaires de presque tous les marchés ;
5. Les documents pouvant attester de la capacité juridique et financière des différents soumissionnaires n'ont pas été exigés, en violation des dispositions des articles 44 et 78 alinéa 2.
6. Les documents pouvant attester de la réception effective des lettres d'invitation aux mêmes dates par les soumissionnaires ne sont pas versés dans le dossier, en violation des dispositions de l'article 78 alinéa 2.
7. L'examen de l'arrêté portant nomination des membres de la Commission des Marchés a permis de noter que ladite CM est présidée par le responsable de la Cellule de passation des marchés.

CONSTATS SPECIFIQUES A LA PASSATION ET A L'EXECUTION FINANCIERE DES MARCHES EXAMINES

1. DEMANDE DE RENSEIGNEMENT ET DE PRIX

Notre revue a porté sur l'ensemble des marchés passés par le DAGE du Ministère de l'élevage. Elles concernent les prestations suivantes :

- ✓ Entretien et réparation de véhicules pour un montant de FCFA 2 159 017 ;
- ✓ Entretien et réparation de véhicules pour un montant de FCFA 149 996 ;
- ✓ Entretien et maintenance de plomberie sanitaire pour un montant de FCFA 1 133 875 ;
- ✓ Acquisition de consommables informatiques pour un montant de FCFA 399 725 ;
- ✓ Acquisition de fournitures de bureau pour un montant de FCFA 1 758 200 ;
- ✓ Travaux d'entretien et de maintenance groupe pour un montant de FCFA 2 373 452 ;
- ✓ Dallage du parking du Ministère de l'élevage pour un montant de FCFA 2 519 300 ;
- ✓ Location de camion pour le transport de mini laiterie et groupe électrogène pour un montant de FCFA 911 200 ;
- ✓ Fourniture d'habillement pour le personnel pour un montant de FCFA 774 080 ;
- ✓ Abonnement de journaux pour un montant de FCFA 271 000.

Nos travaux ont permis de constater :

- ❖ la consultation systématique des mêmes fournisseurs. De plus, nous avons noté que pour trois (3) marchés de prestations différentes, l'attributaire est le même, il s'agit de l'entreprise « JEANNE D'ARC ». Ces prestations sont relatives à l'entretien et à la réparation de véhicules pour un montant de FCFA 2 159 017, à l'acquisition de consommables informatiques pour un montant de FCFA 399 725 et aux travaux d'entretien et de maintenance groupe pour un montant de FCFA 2 373 452.
- ❖ le défaut de qualification des fournisseurs consultés. En effet, les fournisseurs retenus pour exécuter le marché relatif au dallage du parking du Ministère de l'élevage ne dispose pas de la qualification requise. L'objet social de ces différents soumissionnaires résumés ci-après n'est pas lié à la prestation effectuée:

ATTRIBUTAIRE DU MARCHÉ	DOMAINE D'ACTIVITE
ADM	Africaine de Distribution et de Marketing
Soumbar Express Services	solutions informatiques

- ❖ le fournisseur « l'Africaine de Distribution et de Marketing (ADM) » était sollicité dans le cadre d'une consultation pour une formation en bureautique.
- ❖ des pratiques de collusion sont constatées pour le marché relatif à la location de camion pour le transport de mini laiterie et groupe électrogène. En effet, nous avons relevé des offres présentant le même format ou les mêmes fautes : il s'agit des offres des soumissionnaires JET EQUIPEMENT, MINAM EQUIPEMENT et DOUDOU ET ASTOU.
- ❖ un défaut de précision du délai d'exécution pour le marché relatif au dallage du parking du Ministère de l'élevage.

CONSTATS SPECIFIQUES A L'EXECUTION PHYSIQUE

L'objectif principal de la mission de revue physique est de procéder à l'audit de l'exécution technique et physique des marchés en vue de s'assurer de la performance des opérations, la conformité technique et la qualité des prestations réalisées.

Afin de vérifier la réalité des prestations, notre échantillon a porté sur le marché relatif au dallage du parking du Ministère de l'élevage pour un montant de FCFA 2 519 300. Au terme de nos travaux, nous n'avons pas relevé d'anomalies dans l'exécution physique.

SYNTHESE DE NOS CONCLUSIONS

Notre revue sur la conformité de la passation des marchés publics au sein de cette AC a concerné dix (10) DRP.

A l'exception des anomalies soulevées ci-dessus, nous n'avons pas d'observations particulières sur la passation et l'exécution des marchés au niveau du Ministère de l'élevage. Les DRP ont été estimées globalement conformes aux procédures de passation et d'exécution des marchés publics.

Nous tenons à remercier l'ensemble des interlocuteurs rencontrés pour leur disponibilité et leur collaboration au moment de notre intervention.

Nous vous souhaitons bonne réception du présent rapport et vous prions d'agréer, **Monsieur le Directeur Général**, l'assurance de notre considération distinguée.

Mansour GAYE
Associé

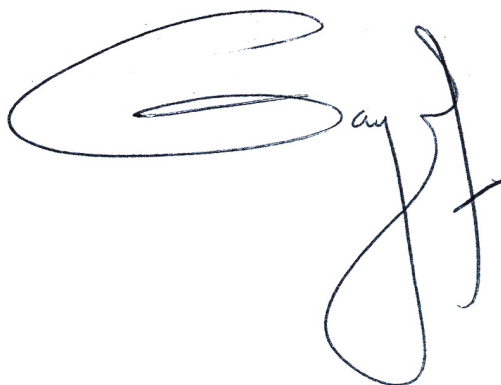


TABLE DES MATIERES

I. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION	8
1.1. CONTEXTE.....	9
1.2. OBJECTIFS DE LA MISSION ET RAPPEL DES TDR	9
II. METHODOLOGIE DE LA REVUE APPROFONDIE DES MARCHES	11
2.1. CONSIDERATIONS GENERALES SUR LA METHODOLOGIE	12
2.2. COORDINATION GENERALE DE LA MISSION	12
2.3. PHASE DE PRE-AUDIT	12
2.4. REVUE DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES	14
2.5. REVUE DES PROCEDURES D'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES	15
2.6. CONTROLE QUALITE ET REVUE INDEPENDANTE	15
2.7. RESTITUTION DES RAPPORTS	17
III. ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS	16
3.1. LE CADRE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE	17
3.2. LES ORGANES CHARGES DE LA PASSATION DES MARCHES	18
3.3. LES ENTITES DE REGULATION ET DE CONTROLE	18
3.4. LES SEUILS DE PASSATION DES MARCHES	19
3.5. LES MODES DE PASSATION DES MARCHES	19
IV. LES STRUCTURES CHARGEES DE LA GESTION DES MARCHES	20
4.1. LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES	21
4.2. LA CELLULE DE PASSATION DES MARCHES	21
4.3. LA COMMISSION DES MARCHES	21
V. REVUE APPROFONDIE DES MARCHES PUBLICS DE LA DAGE DU MINISTERE DE L'ELEVAGE.....	22
5.1. SELECTION DES MARCHES A AUDITER	23
5.2. CONSTATS DE L'AUDIT	23
5.3. RECOMMANDATIONS	27
5.4. STATISTIQUE DES ANOMALIES	29
ANNEXES	30

1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION

1.1 CONTEXTE

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un Etat de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics. Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des Etats membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, et, en référence au Code des Marchés publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics, des avenants et marchés complémentaires conclus au titre de l'exercice 2012 par les autorités contractantes indiquées à l'annexe 1 des présents termes de référence.

1.2 OBJECTIFS DE LA MISSION ET RAPPEL DES TDR

La mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1er Janvier et le 31 décembre 2012, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 du Code des Marchés publics. Il s'agira principalement d'apprécier l'adéquation des procédures de passation des marchés et les modalités de gestion des contrats aux dispositions du CMP pour les dépenses effectuées par lesdites autorités contractantes.

La mission comprend les objectifs spécifiques suivants :

1. se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante ;
2. vérifier la conformité des procédures aux principes généraux de liberté d'accès, d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le CMP ;
3. fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
4. identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non-respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non-respect des éléments constitutifs des cahiers des charges, de non-respect des seuils fixés pour les avenants, de non-respect des

- règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations relativement aux dispositions du CMP ;
5. procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, le consultant examinera aussi le degré d'application (en pourcentage), par l'autorité contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;
 6. pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette direction ;
 7. dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution ;
 8. examiner et évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : le consultant passera en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduira en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; il évaluera aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe
 9. examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;
 10. examiner les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusoires, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives) telles qu'elles sont définies par la réglementation en vigueur,
 11. évaluer éventuellement le niveau de prise en compte des recommandations de l'audit précédent et leur application par l'Autorité contractante, ainsi que l'impact éventuel de ces mesures sur les pratiques au niveau de cette autorité,
 12. Formuler des recommandations.

En ce qui concerne l'exécution des marchés, les prestations du Consultant ont porté sur :

1. Le contrôle de la qualité des contrats attribués, en analysant les évolutions et modifications qualitatives et quantitatives de l'étendue de chaque contrat sur la base de la soumission et du marché initialement signé ;
2. Le contrôle de la situation des réceptions/livraisons pour vérifier le respect des dates et des quantités livrées / réceptionnées ; tout écart a été relevé et la manière dont il a été traité au niveau de l'autorité contractante a été examinée ;
3. Le contrôle des délais prescrits aux différentes étapes de l'exécution des marchés et du paiement des avances et des factures, en cohérence notamment avec les spécifications du marché et le référentiel des délais d'exécution de la dépense publique ;
4. L'état des marchés qui connaissent des difficultés d'exécution ;
5. L'analyse des causes et conséquences des difficultés rencontrées.

2. METHODOLOGIE DE LA REVUE APPROFONDIE DES MARCHES

2.1 CONSIDERATIONS GENERALES SUR LA METHODOLOGIE

Notre Cabinet a pris en considération les spécificités de la mission à réaliser et a établi, dans la section ci-après, un cadre pour la méthodologie proposée et l'approche d'audit à suivre. L'audit est réalisé en conformité avec les TDR, et inclut les tests et les procédures d'audit ainsi que les vérifications que nous avons jugées nécessaires.

Pour atteindre les objectifs de l'audit, nous procédons à des tests et contrôles aussi fréquents qu'il sera nécessaire. De manière plus précise, notre démarche est la suivante:

- ✓ Etablissement de la feuille de route et prise de contact avec l'ARMP pour assurer une planification correcte des missions à réaliser (réunion de démarrage) ;
- ✓ Planification et prise de connaissance générale des entités à auditer ;
- ✓ Revue des textes régissant les structures à auditer et des rapports relatifs aux audits précédents ;
- ✓ Analyse et évaluation de l'organisation institutionnelle de chaque entité concernée ;
- ✓ Revue de la procédure de passation et d'exécution des marchés ;
- ✓ Elaboration des rapports provisoires ;
- ✓ Réception et traitement des commentaires des audités ;
- ✓ Traitement des requêtes spéciales ;
- ✓ Elaboration des rapports définitifs individuels et de synthèse ;
- ✓ Contrôle qualité ;
- ✓ Restitution.

2.2 COORDINATION GENERALE DE LA MISSION

Notre expérience de ce type de mission montre qu'il est d'une importance capitale de mettre en place une équipe au Siège. L'équipe d'appui du Siège est composée d'un noyau sous la direction d'un Expert financier qui a une expérience avérée en passation de marchés.

Ce dernier est assisté d'auditeurs en passation de marchés et d'une assistante de direction. Le recours à une expertise ponctuelle est également envisagé en cas de besoin (experts en informatique, ingénieurs en génie civil, etc.). Le support des équipes d'experts est concentré sur quatre domaines clefs que nous avons identifiés comme étant cruciaux, en fonction de nos expériences d'audit similaires en Afrique, pour garantir les meilleures conditions pour la conduite de travaux d'audit efficaces et de haute qualité.

L'équipe d'appui du Siège est placée sous la responsabilité d'un Auditeur Sénior Manager et rompu aux missions d'audit technique et de revue de procédures de passation de marchés au Sénégal et dans la sous-région francophone.

Le coordonnateur de l'équipe d'appui du Siège a un rôle central dans la revue qualité des rapports conformément aux procédures en vigueur au sein du Cabinet Grant Thornton, certifié ISO 9001 Version 2008 depuis décembre 2009. Son profil le prédestine à s'impliquer de manière significative sur le terrain.

Par ailleurs, les ingénieurs domaines, prévus dans les TDRs sont positionnés dans l'équipe d'appui pour être mobilisés sur le terrain des opérations en fonction des exigences de chaque instant.

2.3 LA PHASE DE PRE-AUDIT

Après les formalités de négociation et de finalisation du contrat et la phase préparatoire, l'équipe a tenu une réunion de démarrage avec l'ARMP, au cours de laquelle des informations ont été échangées, les attentes précisées et les premières contraintes identifiées. A ce stade, au niveau de chaque autorité contractante, nous avons tenté d'obtenir certaines informations telles que requises par les courriers d'annonce de la mission d'audit des marchés publics, envoyés par l'ARMP aux autorités contractantes ciblées.

La collecte a concerné les documents suivants:

- la liste complète de tous les marchés passés en 2012 ;
- les plans de passation des marchés ;
- l'état d'exécution du plan de passation des marchés ;
- les extraits budgétaires de la gestion 2012 ;
- l'état d'exécution budgétaire de la gestion 2012 ;
- les rapports des corps de contrôle de l'Etat ;
- l'ensemble des pièces relatives à chaque acquisition ;
- les rapports d'activités ;
- l'organigramme et /ou le document organisant l'autorité contractante ;
- les actes de désignation des membres de la Commission de passation des marchés ;
- les situations relatives aux marchés et collectées auprès de la DCMP et d'autres services afin d'être confrontées aux listes qui seront ultérieurement obtenues des autorités contractantes;
- les états financiers au 31 décembre 2012 ;
- le fichier des immobilisations ;
- la balance générale au 31 décembre 2012 ;
- toute autre documentation utile à la mission.

2.3.1 PREPARATION DU PLAN D'AUDIT

En fonction de nos échanges au sein de l'équipe clé et des termes de références, nous avons préparé un plan d'audit global.

Ce plan global a été affiné pour donner un plan détaillé, plus exactement un programme de travail adapté, incluant une information précise sur les procédures d'audit et les tests à appliquer durant la mission sur le terrain. Le plan global inclut les propositions de dates pour l'audit, une évaluation intermédiaire des risques d'audit et le niveau proposé de test basé sur les contrôles perçus comme étant mis en place, le degré « d'audit confiance » requis et de matérialité par seuil.

Nos plans ont été conçus afin de nous permettre de conduire les travaux de manière efficace, efficiente et économique, et avec un minimum d'inconvénients pour les audités, et nous nous sommes assurés que :

1. les problèmes potentiels ont été identifiés au plus tôt;
2. une attention particulière a été dévolue aux zones à risques de l'audit;
3. les travaux d'audit seront rapidement menés et le dossier revu aisément;
4. le travail a été réparti de manière adéquate entre membres de l'équipe d'audit.

2.3.2 PROGRAMMATION DES MISSIONS AVEC LES AUTORITES CONTRACTANTES

Une fois que les entités à auditer ont été avisées, munis des lettres d'introduction, nous avons pris contact avec les personnes responsables de ces entités afin de trouver rapidement un accord sur les dates de l'audit et faire approuver l'ordre chronologique des visites. Nous nous sommes assurés que les personnes clés à rencontrer sont disponibles aux dates convenues. Nous avons pris soin de confirmer par courrier les arrangements convenus avec les autorités contractantes.

Avec cette approche, nos communications avec les audités, empreintes du professionnalisme requis, nous ont permis de nous assurer d'un maximum de coopération et d'une traçabilité sans faille.

2.3.3 REUNION DE DEMARRAGE AVEC LES AUTORITES CONTRACTANTES CIBLEES PAR L'AUDIT

Durant les réunions de démarrage avec les audités, nous nous sommes assurés des tâches déterminées dans le programme avec le personnel de l'Audité et avons recadré nos objectifs. Nous avons obtenu une description :

1. du cadre réglementaire et institutionnel,
2. du niveau d'application du nouveau Code de Marchés Publics par la mise en place de la structure organisationnelle, des contrôles internes et des procédures de management de l'Audité en utilisant un questionnaire de contrôle interne,

3. du niveau de formation des acteurs intervenant dans les marchés publics.

Cette phase nous a permis de comprendre tous les mécanismes des différents types de structures ciblées à travers l'analyse de la structure organisationnelle et de son fonctionnement, et de vérifier la fiabilité des procédures de gestion administrative et de contrôle interne.

2.4 PHASE DE REVUE DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES

2.4.1. L'ECHANTILLONNAGE

Nous avons sélectionné et validé un échantillon représentatif par type de contrat, taille et mode de passation des marchés. L'échantillon a été composé conformément aux modalités décrites dans les termes de référence (TDR) et aux normes et pratiques en vigueur en matière de revue. Le processus d'échantillonnage est d'essence aléatoire.

Pour chacune des catégories de marchés, nous avons veillé à une distribution adéquate en prenant en compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux).

2.4.2 REALISATION DES TRAVAUX D'AUDIT SUR SITE

Au niveau de chaque autorité contractante, nous avons réalisé durant la phase d'exécution de l'audit sur site, des tests sur l'échantillon de contrats sélectionnés. Ces tests ont été menés par rapport à la traçabilité de chaque contrat, de l'expression du besoin en passant par la budgétisation jusqu'au paiement. Ces tests nous ont permis de vérifier la conformité de la conception, l'efficacité et la transparence des procédures appliquées par les autorités contractantes et leur conformité avec la loi relative aux marchés publics. Les tests qui ont été mis en œuvre pour la revue des procédures de passation des marchés ont intégré, outre l'analyse institutionnelle et organisationnelle, une vérification des éléments suivants:

- ✓ procédure de budgétisation/couverture budgétaire ;
- ✓ publicité préalable ;
- ✓ adéquation du mode de passation de marché avec l'enveloppe budgétaire et la nature de la commande (travaux, fournitures ou services) ;
- ✓ rapports d'évaluation des offres ;
- ✓ traitement des plaintes existantes;
- ✓ respect des obligations contractuelles (exécution par le titulaire du marché et paiement par l'autorité contractante) ;
- ✓ conformité à certaines dispositions particulières de la loi relative aux marchés publics telles que l'inscription préalable des marchés dans les PPM et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disant qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement formulées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc.

Pour chaque marché, une check-list détaillée a été méticuleusement renseignée et présentée en annexe. L'ensemble de ces fiches ont servi de base à une analyse des tendances ainsi qu'à la déduction de statistiques pertinentes pour fonder une opinion sur la gestion d'un ou plusieurs marchés ainsi que sur les performances de chaque autorité contractante.

Pour chaque structure auditée, les constats ont été systématiquement relevés et classés en fonction de leur fréquence d'occurrence. Sur cette base, nous avons proposé des mesures appropriées et dont la faisabilité est établie, pour l'éradication des dysfonctionnements notés, avec une claire définition des modalités de mise en œuvre.

Suite à cette revue, il a été établi des statistiques sur les marchés en procédant, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants).

2.5 AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES

Conformément aux termes de référence (TDR), nous avons procédé à un échantillonnage de marchés devant faire l'objet de contrôle physique (vérification de la matérialité). Ces marchés ont exclu logiquement les marchés de nettoyage de locaux, de désherbage, de reprofilage léger de routes, etc., objet de prestations à durabilité éphémère. Les vérifications ont été faites sur la base des procès-verbaux de réception, des documents de comptabilité des matières, et des visites de terrain.

L'objectif global de cette étape de la mission est de permettre à l'ARMP de se former une opinion sur la conformité de l'exécution technique au sens large, d'un échantillon de projets d'infrastructures.

L'audit physique a été articulé sur les points suivants :

1. conformité technique et qualité des prestations exécutées ;
2. revue de la conduite générale des projets ;
3. vérification de la conformité des dépenses effectuées.

L'audit physique s'il y a lieu doit déboucher sur la formulation de recommandations relatives aux points suivants :

- mesures correctives permettant d'éviter que les éventuelles anomalies observées n'aient un impact sur la qualité du projet et sa durabilité dans les horizons prévus ;
- principaux enseignements généraux de cet audit pour des actions futures.

2.6 PHASE DE CONTROLE DE LA QUALITE ET DE REVUE INDEPENDANTE

Le contrôle qualité est une exigence à Grant Thornton, comme en atteste sa place dans notre manuel des normes et pratiques professionnelles conformément aux standards internationaux en matière d'audit. Le dossier de travail ainsi que tous les rapports ont été revus par un expert indépendant qui n'a pas participé à la mission.

Son rôle est de s'assurer que l'équipe a réalisé la mission dans le respect des normes internationales reprises dans notre manuel d'exercice professionnel.

Pour l'audit des procédures de passation comme lors des vérifications relatives à l'exécution physique, l'expérience pratique de nos experts a été mise à profit pour détecter tous les indices de fraudes et de corruption qui peuvent donner lieu en fonction de leur gravité soit à un examen approfondi dans le cadre de la présente mission, soit à une proposition d'ouverture d'enquête au niveau de l'ARMP.

2.7 PHASE DE RESTITUTION DES RAPPORTS

A la fin de l'audit, nous tenons une réunion de clôture entre l'équipe d'audit et les responsables de chacune des autorités contractantes. Le but de la réunion est de revoir les constatations de l'audit.

De plus, chaque autorité contractante fait l'objet d'un rapport distinct. Nos rapports sont présentés en deux étapes:

1. rapport provisoire ;
2. rapport final.

3. ENVIRONNEMENT LEGISLATIF, REGLEMENTAIRE ET DISPOSITIF INSTITUTIONNEL

Le système sénégalais des marchés publics est organisé dans un cadre juridique comprenant une partie législative et une partie réglementaire.

3-1 LE CADRE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE

Il est régi par un ensemble de textes parmi lesquels on peut noter :

1. Directive 4/2005/CM/ UEMOA du 09 Décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
2. Directive 5/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
3. Loi organique 2011-15 du 08 Juillet 2011 relative aux lois de Finances, en application de la directive 06/2009/CM/UEMOA du 26 Juin 2009;
4. Loi 90-07 du 26 juin 1990 relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;
5. Loi 96-06 du 22 mars 1996 portant code des collectivités locales, modifiée ;
6. Loi 2006-16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65-61 du 19 Juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
7. Loi 2009-20 du 04 Mai 2009 portant loi d'orientation sur les Agences d'exécution ;
Décret 2005-576 du 22 Juin 2005 portant charte de Transparence et d'Ethique en matière de marchés publics
8. Décret 2007-0434 du 23 Mars 2007 modifiant le décret 81-844 du 20 Aout 1981 relatif à la comptabilité des matières appartenant à l'Etat, aux Collectivités locales et aux Etablissements publics
9. Décret 2007-546 du 25 Avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP), modifié par le décret 2010-1396 du 20 Octobre 2010 ;
10. Décret 2007-547 du 25 Avril 2007 portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
11. Décret 2009-522 portant organisation et fonctionnement des agences d'exécution ;
12. Décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics;
13. Décret 2011-1880 du 14 novembre 2011 portant règlement général sur la comptabilité publique ;
14. Arrêté 11580/ PM/ du 28 Décembre 2007 pris en application des dispositions de l'article 138 du CMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
15. Arrêté 11583/MEF/du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 111 du CMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
16. Arrêté 11584/MEF/ du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 112 du CMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;
17. Arrêté 11585 /MEF/ du 25 Décembre 2007 pris en application de l'article 77-3 du CMP relatif aux commandes pouvant être dispensées de la forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures ;
18. Arrêté 11586/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 35 du CMP relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes ;
19. Arrêté 11587 /MEF du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 45-e du CMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés publics ;
20. Arrêté 11588/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 36-1 du CMP et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes ;
21. Circulaire 0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant Instruction pour la mise en œuvre de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) prévue par les dispositions de l'article 78 du CMP ;

22. Décision 0001/CRMP du 06 Mars 2008 fixant les délais impartis à la DCMP pour examiner les dossiers qui lui sont soumis.

3-2 LES ORGANES CHARGES DE LA PASSATION DES MARCHES

La passation des marchés publics est d'une certaine complexité et nécessite un suivi particulier.

Aussi le décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 a-t-il mis en place une Cellule de Passation des Marchés et une Commission des Marchés, structures encadrées par les articles 35 à 40 du Code des Marchés Publics.

3.2.1 LA CELLULE DE PASSATION DES MARCHES

Au niveau de chaque AC, il est mis en place une Cellule de Passation des Marchés chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation des Marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la Commission des Marchés.

Les attributions de la CPM sont définies par l'arrêté 11586/MEF du 28 Décembre 2007 dont, entre autres :

1. L'examen préalable de tout document à soumettre à l'autorité contractante en matière de marchés publics,
2. L'établissement, en début d'année du plan consolidé annuel de matière de marchés publics,
3. La tenue du Secrétariat de la Commission des Marchés,
4. L'établissement de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés.

3.2.2. LA COMMISSION DES MARCHES

L'arrêté 11588/MEF/ du 28 Décembre 2007 détermine la composition des Commissions des marchés, fixe le nombre de leurs membres.

La Commission des marchés est chargée notamment :

1. de recevoir les offres des candidats à l'heure et à la date fixées par le DAO ;
2. de les évaluer conformément aux prescriptions des cahiers de charges ;
3. de proposer un attributaire provisoire à l'autorité contractante.

Les membres de la CPM et de La CM doivent appartenir au moins à la hiérarchie B ou cadre moyen.

3-3 LES ENTITES DE REGULATION ET DE CONTROLE

Le décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés distingue les fonctions de contrôle de celles de régulation.

3.3.1 LA DIRECTION CENTRALE DES MARCHES PUBLICS

Le contrôle a priori est confié à la DCMP qui émet des avis sur les dossiers types, les attributions selon des seuils fixés et procède à l'immatriculation des marchés dûment approuvés.

La DCMP, structure administrative placée sous l'autorité du Ministre de l'Economie et des Finances, est créée par le Décret 2007-547 du 25 Avril 2007.

3.3.2 L'AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS

L'ARMP dont l'organisation et le fonctionnement découlent du décret 2007-546 du 25 Avril 2007 comprend trois structures essentielles :

1. le Conseil de régulation (CR) chargé de l'orientation ;
2. le Comité de règlement des différends (CRD) qui statue sur les litiges non juridictionnels ;
3. la Direction Générale chargée de la gestion et de l'application de la politique générale de l'ARMP sous le contrôle du Conseil de Régulation.

3-4 LES SEUILS DE PASSATION DES MARCHES

Le Code des Marchés Publics, en son article 53 détermine des seuils relatifs à la valeur des marchés de l'Etat, des Collectivités locales, des Sociétés nationales, des Sociétés anonymes à participation publique majoritaire et les agences ou autres organismes ayant la personnalité morale comme suit :

Etat, Collectivités Locales, Etablissements Publics

1. 25 000 000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
2. 15 000 000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;
3. 25 000 000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles.

Sociétés Nationales, Sociétés Anonymes, Agences et autres

1. 50 000 000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
2. 30 000 000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;
3. 30 000 000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles.

Les montants inférieurs à ces seuils relèvent de la procédure spécifique de demande de renseignements et de prix (Article 78 du CMP).

3-5 LES MODES DE PASSATION DES MARCHES

Les différents modes de passation des marchés publics sont définis à l'article 60 du CMP :

1. l'appel d'offres ouvert ;
2. l'appel d'offres ouvert avec pré qualification;
3. l'appel d'offres restreint ;
4. l'appel d'offres en deux étapes.

La procédure dérogatoire des marchés passés par entente directe est régie par les articles 76 et 77 du CMP.

4 LES STRUCTURES CHARGEES DE LA GESTION DES MARCHES PUBLICS AU SEIN DU MINISTERE DE L'ELEVAGE

4.1 LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES (PRM)

La Personne responsable des Marchés est le Ministre.

4.2. LA CELLULE DE PASSATION DES MARCHES (CPM)

La CPM a été désignée par arrêté du ministre n°70055/MEL/CAB/CT3 du 03/02/2012, elle est constituée d'un président, d'un suppléant et de quatre (04) membres. Les différentes tâches assignées à la CMP sont les suivantes :

1. l'examen préalable de tout document à soumettre à l'Autorité contractante en matière de marchés publics ;
2. l'examen préalable de tout document à transmettre à des tiers en matière de marchés publics ;
3. l'examen préalable de tout document à signer avec des tiers en matière de marchés publics ;
4. Le classement et l'archivage de tous les documents relatifs aux marchés publics passés par les différents services ;
5. l'établissement, en début d'année, du plan consolidé annuel de passation des marchés de l'Autorité contractante ;
6. l'établissement de l'avis général de passation des marchés et sa publication conformément aux articles 6 et 56 du code des marchés;
7. la tenue du secrétariat de la commission des marchés
8. l'appui aux différents services pour les opérations de passation de marchés
9. la réalisation et la tenue de tableaux de bord sur les délais de mise en œuvre des différentes étapes des procédures de passation des marchés et de réalisation des calendriers d'exécution des marchés ;
10. l'identification des besoins de formation des services en matière de marchés publics ;
11. la liaison avec les missions extérieures, notamment celles d'audit des marchés, initiées par l'Autorité de Régulation des Marchés Publics ;
12. l'établissement de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés à l'intention des autorités compétentes pour transmission à la Direction Centrale des Marchés Publics et à l'Autorité de Régulation des Marchés Publics.

Le rapport annuel est régulièrement préparé et transmis à la DCMP et à l'ARMP.

4.3. LA COMMISSION DES MARCHES (CM)

La CM a été désignée par arrêté n°0056/MEL/CAB/CT3 du 03/02/2012. Cette Commission est chargée de :

- l'ouverture des plis ;
- l'évaluation des offres ;
- l'attribution provisoire des marchés.

Nous avons noté le défaut de désignation d'un suppléant pour chaque membre de la Commission des marchés. En effet le Ministère de l' Elevage a désigné 3 membres titulaires sans désigner expressément pour chaque membre titulaire un suppléant, en violation de l'article 36 alinéa 4 du Code des marchés publics qui stipule que « pour chaque membre titulaire de la commission des marchés, il est également désigné un suppléant... »

5. REVUE APPROFONDIE DES MARCHES PUBLICS

5.1. SELECTION DES MARCHES A AUDITER

Au titre de l'année 2012, le DAGE du Ministère de l'élevage a passé 10 DRP pour un montant global de F CFA 12 529 845.

Nos travaux ont porté sur l'ensemble des marchés passés par la DAGE dudit ministère.

Les marchés de cette AC peuvent être présentés ci-après :

MODE DE PASSATION	DAGE ELEVAGE				
	RECAPITULATIF DES MARCHES (EN F CFA)		MARCHES SELECTIONNES POUR REVUE (EN F CFA)		
	NOMBRE	MONTANT	NOMBRE	MONTANT	SCOOP EN VOLUME
DRP	10	12 529 845	10	12 529 845	100%
TOTAL	10	12 529 845	10	12 529 845	
TAUX DE COUVERTURE			100%	100%	

Le recouplement des données auprès de l'Autorité contractante, du site de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) et la DAGE, effectué par nos soins, n'a pas relevé d'autres marchés passés par le Ministère de l'élevage.

5.2. CONSTATS DE L'AUDIT

5.2.1 CONSTATS GENERAUX

Nos travaux nous ont permis de relever des non conformités d'ordre général, sur les marchés examinés sur la période sous revue.

5.2.1. 1. LA DEFAILLANCE DE L'ARCHIVAGE

CONSTAT

Nous avons constaté au niveau du Ministère de l'élevage qu'aucun des dossiers de marchés examinés ne contient les documents requis au complet. A titre d'exemples :

- des documents inexistants qui permettent d'assurer la traçabilité des opérations de passation de marchés ;
- le registre de transmission des courriers de passation de marchés ;
- le registre de dépôt des offres ;
- le accusés de réception, lettres d'invitation, procès-verbaux de réception et, contrats.

L'archivage des pièces relatives aux marchés dans une même liasse n'est pas systématique de la part de la CPM contrairement aux dispositions de l'arrêté n° 011586/MEF du 27 décembre 2007 et aux instructions de l'ARMP sur le classement et l'archivage.

RECOMMANDATION

Nous vous recommandons de prendre les dispositions idoines afin de sauvegarder les dossiers de marchés et de rendre plus aisée leur obtention : ceci nécessite un isolement des archives des dossiers de marchés dans un local prévu spécifiquement à cet effet. La gestion des archives relèverait ainsi de la responsabilité du chargé des archives. Nous vous recommandons également de vous approprier du manuel de classement et d'archivage.

5.2.1. 2. MISE EN PLACE TARDIVE DE LA COMMISSION DES MARCHES CONTRAIREMENT AUX DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 6 DE L'ARRETE 11588 DU 28 DECEMBRE 2007

DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES

Selon l'article 6 de l'arrêté 11588 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 36-1 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des AC : « au plus tard le 05 janvier de chaque année, les copies des actes de nomination des membres des commissions et de leurs suppléants, visés à l'article 36, alinéa 4 du Code des Marchés publics, sont communiquées à l'Autorité de Régulation des marchés publics et à la Direction centrale des Marchés publics. »

CONSTAT

Nous avons constaté au niveau du Ministère de l'élevage que la Commission des marchés a été mise en place tardivement le 03 février 2012, contrairement aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté 11588 du 28 décembre 2007.

RECOMMANDATION

Nous vous recommandons de veiller au respect des dispositions de l'article 6 de l'arrêté N° 11588 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 36 du décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des marchés publics.

5.2.1. 3. LE DEFAUT DE DESIGNATION D'UN SUPPLEANT POUR CHAQUE MEMBRE DE LA COMMISSION DES MARCHES.

DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES

L'article 36 alinéa 4 du Décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des marchés publics stipule : « pour chaque membre titulaire de la commission des marchés, il est également désigné un suppléant... ».

CONSTAT

Nous avons constaté que le Ministère de l'élevage a désigné 3 membres titulaires sans désigner expressément pour chaque titulaire un suppléant correspondant, contrairement aux dispositions de l'article 36 alinéa 4 du Décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des marchés publics.

RECOMMANDATIONS

Nous vous recommandons de veiller au respect des dispositions de l'article 36 alinéa 4 du Décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics.

5.2.1.4. CONSTAT SUR L'EXISTENCE JURIDIQUE DES SOUMISSIONNAIRES

DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES

Selon l'article 44 alinéa 4 du Décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des marchés publics; « ... tout candidat à un marché public doit justifier qu'il dispose des capacités juridiques, techniques, financières et environnementales requises pour exécuter le marché, en présentant tous les documents et attestations appropriés énumérés par le dossier d'appel à la concurrence ».

CONSTAT

Nous n'avons pas pu nous assurer de la réalité de l'existence juridique des fournisseurs qui soumissionnent dans le cadre des marchés lancés par le ministère. Cependant nous avons noté une consultation récurrente des mêmes fournisseurs, limitant ainsi l'éventail des prestataires et la transparence dans la concurrence, le respect de l'équité et de l'économie dans la gestion des ressources publiques.

Nous avons également constaté que sur certaines offres il y avait une ressemblance frappante sur le format comme si elles avaient été établies par la même personne. Il a été noté les mêmes erreurs, la

même police et les mêmes dimensions pour les tableaux utilisés. Ces constats ont été notés dans la DRP relative à la location de camion.

Par ailleurs, nous avons noté que pour trois (3) marchés de prestations différentes, l'attributaire est le même, il s'agit de l'entreprise « JEANNE D'ARC ». Ces prestations sont relatives à l'entretien et à la réparation de véhicules pour un montant de FCFA 2 159 017, à l'Acquisition de consommables informatiques pour un montant de FCFA 399 725 et aux travaux d'entretien et de maintenance groupe pour un montant de FCFA 2 373 452. Ce qui dénote un manque de transparence dans la procédure de passation.

RECOMMANDATION

Nous vous recommandons d'accorder plus de transparence et d'équité dans la sélection et la consultation des prestataires et par conséquent d'établir un fichier de fournisseurs agréés.

5.2.1.5. ABSENCE DE DOCUMENTS ATTESTANT DE LA QUALIFICATION DES SOUMISSIONNAIRES

DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES

Le Code des marchés publics stipule en son article 78 alinéa 2 que:

«... tout candidat à un marché public doit justifier qu' il dispose des capacités juridiques, techniques, financières et environnementales requises pour exécuter le marché, en présentant tous les documents et attestations appropriés énumérés par le dossier d' appel à la concurrence ».

CONSTAT

Nous avons constaté une absence dans le dossier soumis à examen, des documents pouvant attester de la capacité juridique des différents soumissionnaires, en violation des dispositions de l' article 78 alinéa 2 mentionné ci-dessus.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons au Ministère de l' élevage de respecter les dispositions de l' article 78 alinéa 2 du Décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics.

5.2.1. 4. DEFAUT DE MATERIALISATION DES INVITATIONS ADRESSEES AUX SOUMISSIONNAIRES

DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES

L'article 78.2 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics stipule que : « Pour les marchés de fourniture atteignant 3 000 000 FCFA et ceux de travaux atteignant 5 000 000 FCFA passés suivant la procédure spécifique de demande renseignements de prix, l'autorité contractante sollicite simultanément, par écrit, des prix auprès d'au moins cinq (5) entreprises en définissant la nature des prestations recherchées et en faisant référence à des normes dans toute la mesure du possible. »

CONSTAT

La revue des marchés passés suivant la procédure spécifique de demande de renseignements de prix et atteignant les seuils visés ci-dessus a permis de constater que les documents attestant de la réception effective des lettres d'invitation par les candidats pré sélectionnés ne sont pas joints dans la plupart des dossiers de marchés transmis, en violation des dispositions de l'article mentionné ci-dessus.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons au Ministère de l'élevage de respecter les dispositions de l'article 78.2 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics.

5.2.2. CONSTATS SPECIFIQUES AUX MARCHES EXAMINES

5.2.2.2. REVUE DES MARCHES PASSES PAR DEMANDE DE RENSEIGNEMENT ET DE PRIX

L'ensemble des marchés sont passés suivant la procédure de demande de renseignements et de prix, au titre de la gestion 2012. Nous avons constaté que pour l'ensemble de ces marchés, le Ministère de l'élevage n'a pas transmis à la DCMP le procès-verbal d'attribution pour publication sur le portail des marchés publics, en violation des dispositions de l'article 78 alinéa 3b du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011, portant Code des marchés publics.

En sus de ces constats, nous avons noté que pour l'ensemble des marchés passés par DRP, aucun document pouvant attester de la capacité juridique des différents soumissionnaires ne nous a été communiqué, en violation des dispositions de l'article 78 alinéa 2 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011, portant Code des marchés publics.

De plus, le Ministère de l'élevage ne dispose pas de fichiers fournisseurs agréés : nous avons constaté une consultation systématique des mêmes fournisseurs parfois non qualifiés pour certaines prestations.

✚ Pour quatre des marchés examinés nous avons relevé en sus des constats à caractère général les anomalies suivantes :

- Une absence dans le dossier des documents juridiques des soumissionnaires ;
- La non transmission du procès-verbal d'attribution à l'ARMP pour publication sur le portail des marchés publics, en violation de l'article 78 alinéa 3b du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des marchés publics.
- Aucun document pouvant attester de la capacité juridique et financière des différents soumissionnaires n'a été exigé, en violation des dispositions des articles 44 et 78 alinéa 2.

Il s'agit des marchés suivants :

- ❖ Entretien et réparation de véhicules de F CFA 149 996 ;
- ❖ Entretien et réparation de véhicules de FCFA 2 159 107 ;
- ❖ Entretien et maintenance de plomberie sanitaire de F CFA 1 133 875 ;
- ❖ Consommables informatiques F CFA 399 725.

✚ S'agissant du marché de fournitures de bureau de F CFA 1 758 200, nous avons constaté les insuffisances suivantes :

- l'absence dans le dossier de :
 - certificat de service fait ou du PV de réception ;
 - justificatifs de paiements ;
 - documents juridiques des soumissionnaires ;
- la non transmission du procès-verbal d'attribution à l'ARMP pour publication sur le portail des marchés publics, en violation de l'article 78 alinéa 3b. du décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des marchés publics ;
- Aucun document pouvant attester de la capacité juridique et financière des différents soumissionnaires n'a été exigé, en violation des dispositions des articles 44 et 78 alinéa 2.

✚ Nous avons noté pour le marché de travaux entretien et maintenance groupe de F CFA 2 373 452 les insuffisances suivantes :

- l'absence dans le dossier de documents attestant de la transmission des lettres d'invitation ;
- les copies des lettres d'invitation mises à notre disposition et envoyées aux fournisseurs ne sont pas datées ;
- le responsable de la cellule de passation des marchés est président de la commission des marchés;

- l'absence dans le dossier des propositions des différents soumissionnaires ;
- aucune spécification n'est donnée pour la réalisation des prestations ;
- les copies des lettres de notification mises à notre disposition et envoyées aux fournisseurs ne sont pas datées ;

✚ Nous avons noté pour le marché de travaux de BTP de F CFA 2 519 300 les insuffisances suivantes :

- l'absence dans le dossier des documents attestant de la transmission des lettres d'invitation ;
- la consultation de fournisseurs pour lesquels les prestations demandées ne rentrent pas dans leur objet social. Il s'agit des entreprises Soumbar Express Services et ADM, spécialisées respectivement dans les solutions informatiques et marketing. Par ailleurs, ces mêmes entreprises étaient sollicitées dans le cadre d'une consultation pour une formation en bureautique ;
- aucune spécification n'est donnée pour la réalisation des travaux ;
- le défaut de précision du délai d'exécution ;

✚ Nous avons relevé pour le marché de location de camion pour le transport de mini laiterie et groupe électrogène les constats suivants :

- l'absence dans le dossier des lettres d'invitation adressées aux fournisseurs ;
- aucune spécification n'est donnée pour la réalisation des prestations ;
- des pratiques de collusion sont constatées notamment avec des offres présentant le même format ou les mêmes fautes : il s'agit des offres des soumissionnaires Jet-équipe, Minam Equipement et Doudou et Astou.

La revue détaillée de ces marchés est présentée en annexe 2.

5.2.3. CONSTATS RELATIFS A L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES

Notre revue a porté sur le marché relatif au dallage du parking du Ministère de l'élevage sportif pour un montant de FCFA 2 519 300 et n'appelle pas de remarques de notre part.

5.2.4. CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF D'ARCHIVAGE

Nos travaux nous ont permis de constater qu'aucun document de marchés examinés ne contient les documents requis au complet. L'archivage des pièces relatives aux marchés dans la même liasse n'est pas systématique contrairement aux dispositions de l'arrêté n°011586/MEF du 28 décembre 2007 et aux instructions de l'ARMP sur le classement et l'archivage.

5.3 RECOMMANDATIONS

La synthèse des recommandations issues de nos travaux est consignée dans le tableau ci-après :

TABLEAU DE SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS

N°	CONSTATS	RECOMMANDATIONS	ORGANISME RESPONSABLE
1.	La défaillance de l'archivage	Nous vous recommandons de prendre les dispositions idoines afin de sauvegarder les dossiers de marchés et de rendre plus aisée leur obtention : ceci nécessite un isolement des archives des dossiers de marchés dans un local prévu spécifiquement à cet effet. La gestion des archives relèverait ainsi de la responsabilité du chargé des archives. Nous vous recommandons également de vous approprier du manuel de classement et d'archivage.	DAGE/ME/CPM
2.	Mise en place tardive de la Cellule de Passation des Marchés et de la Commission des Marchés contrairement aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté 11588 du 28 décembre 2007	Nous vous recommandons de veiller au respect des dispositions de l' article 6 de l' arrêté N° 11588 du 28 décembre 2007 pris en application de l' article 36 du décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des marchés publics.	DAGE/ME/CPM
3.	Le défaut de désignation d'un suppléant pour chaque membre de la Commission des marchés.	Nous vous recommandons de veiller au respect des dispositions de l' article 36 alinéa 4 du décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des marchés publics.	AC/DAGE/CPM
4.	Constat sur l'existence juridique des soumissionnaires	Nous vous recommandons de veiller au respect des dispositions de l'article 78 alinéa 3b du Décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des marchés publics en envoyant les données du marchés (liste des personnes consultées, le nom de l'attributaire, la nature et le montant du marché) à l'Autorité chargée du contrôle.	DAGE/ME/CPM
5.	Absence de documents attestant de la qualification des soumissionnaires	Nous vous recommandons au Ministère de l' élevage de respecter les dispositions des articles 44 et 78 alinéa 2 du Décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.	DAGE/ME/CPM

5.4. TABLEAU STATISTIQUE DES ANOMALIES

ANOMALIES/MARCHES	DRP 1	DRP 2	DRP 3	DRP 4	DRP 5	DRP 6	DRP 7	DRP 8	DRP 9	DRP 10	TOTAL ANOMALIES	TOTAL MARCHES REVUS	STATISTIQ UE DES ANOMALI ES
Anomalies organisationnelles													
La mise en place de la Commission des Marchés au-delà des délais de transmission des copies des actes de nomination des membres à la DCMP	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	10	10	100%
Anomalies sur les règles de publicité													
Défaut de communication à la DCMP de l'Attribution du Marché aux fins de publication sur le site de l'ARMP	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	10	10	100%
Défaut de justification des Invitations adressées aux soumissionnaires	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	10	10	100%
Anomalies sur l'évaluation													
Absence de documents attestant de la Qualification des soumissionnaires	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	10	10	100%

SOMMAIRE DES ANNEXES

1- REVUE DETAILLEE DES MARCHES PASSES PAR DRP.....	32
2- REPONSES DE GRANT THORNTON AUX OBSERVATIONS ET COMMENTAIRES DU SUR NOTRE RAPPORT PROVISOIRE	41
3- OBSERVATIONS ET COMMENTAIRES DU MINISTERE DE L'ELEVAGE SUR NOTRE RAPPORT PROVISOIRE	44

ANNEXES

DEMANDE DE RENSEIGNEMENT ET DE PRIX

DRP-ENTRETIEN ET REPARATION VEHICULES

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

Cette DRP est relative à l' Entretien et la réparation de véhicules pour un montant de FCFA 2 159 017.

DONNEES SUR LE MARCHE

1. Financement :	Budget de Fonctionnement
2. Nom de l'Autorité contractante :	Ministère de l'Elevage
3. Intitulé du marché :	Entretien et réparation Véhicules
4. Numéro du marché :	non numéroté
5. Description des biens, travaux ou service :	Entretien et réparation Véhicules
6. Nom de l'attributaire du marché :	El Hadji Gora Mbaye
7. Nombre d'offres reçues :	5
9: Date de publicité de la demande de prix :	N/A
10. Date ouverture des plis :	18/06/2012
11. Date de signature et approbation contrat (si requis) :	02/08/2012
12. Date de publication des résultats :	N/A
13. Date Ordre de service de commencer :	N/A
14. Date de démarrage effectif de prestation :	N/A
15. Délai d'exécution :	Non défini
16. Date de réception :	PV technique 09/11/2012; BL 16/10/2012
17. Montant de base du marché :	N/A
18. Montant de L'avenant :	N/A
18. Montant du Marché :	2 159 017 F CFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- l' absence dans le dossier des documents juridiques des soumissionnaires ;
- qu'aucun document pouvant attester de la capacité juridique et financière des différents soumissionnaires n'a été exigé, en violation des dispositions des articles 44 et 78 alinéa 2.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons au Ministère de l' Elevage de veiller au respect des dispositions de l' article 44 du Décret 2011-1048 du 27 juillet 2011, portant Code des marchés publics.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

Le Ministère de l' Elevage a principalement respecté les dispositions du Décret 2011-1048 du 27 juillet 2011, portant Code des marchés.

DRP- ENTRETIEN ET LA REPARATION DE VEHICULES

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

Cette DRP est relative à l'Entretien et la réparation de véhicules pour un montant de FCFA 149 996.

DONNEES SUR LE MARCHE

1. Financement :	Budget de Fonctionnement
2. Nom de l'Autorité contractante :	Ministère de l'élevage
3. Intitulé du marché :	Entretien et réparation Véhicules
4. Numéro du marché :	non numéroté
5. Description des biens, travaux ou service :	Entretien et réparation Véhicules
6. Nom de l'attributaire du marché :	JEANNE D'ARC
7. Nombre d'offres reçues :	5
9: Date de publicité de la demande de prix :	N/A
10. Date ouverture des plis :	07/11/2012
11. Date de signature et approbation contrat (si requis) :	07/11/2012
12. Date de publication des résultats :	N/A
13. Date Ordre de service de commencer :	N/A
14. Date de démarrage effectif de prestation :	N/A
15. Délai d'exécution :	Non défini
16. Date de réception :	PV technique 22/11/2012;
17. Montant de base du marché :	N/A
18. Montant de L'avenant :	N/A
18. Montant du Marché :	149 996 FCFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- l'absence dans le dossier des documents juridiques des soumissionnaires ;
- qu'aucun document pouvant attester de la capacité juridique et financière des différents soumissionnaires n'a été exigé, en violation des dispositions des articles 44 et 78 alinéa 2.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons au Ministère de l'élevage de veiller au respect des dispositions de l'article 44 du Décret 2011--1048 du 27 juillet 2011, portant Code des marchés publics.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

Le Ministère de l'élevage a principalement respecté les dispositions du Décret 2011-1048 du 27 juillet 2011, portant Code des marchés.

DRP- ENTRETIEN ET MAINTENANCE DE PLOMBERIE SANITAIRE

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

Cette DRP est relative à l'entretien et la maintenance de plomberie sanitaire pour un montant de FCFA 1 133 875.

DONNEES SUR LE MARCHE

1. Financement :	Budget de Fonctionnement
2. Nom de l'Autorité contractante :	Ministère de l'élevage
3. Intitulé du marché :	Entretien et maintenance de Plomberie Sanitaire
4. Numéro du marché :	non numéroté
5. Description des biens, travaux ou service :	Entretien et maintenance de Plomberie Sanitaire
6. Nom de l'attributaire du marché :	IBRAHIMA NDIAYE
7. Nombre d'offres reçues :	5
9: Date de publicité de la demande de prix :	N/A
10. Date ouverture des plis :	24/09/2012
11. Date de signature et approbation contrat (si requis) :	24/09/2012
12. Date de publication des résultats :	La publication de l'attribution n'a pas fait l'objet de publication dans le site de L'ARPM comme le stipule l'article 78 alinéa 3
13. Date Ordre de service de commencer :	N/A
14. Date de démarrage effectif de prestation :	N/A
15. Délai d'exécution :	Non défini
16. Date de réception :	PV technique 07/11/2012;
17. Montant de base du marché :	N/A
18. Montant de L'avenant :	N/A
18. Montant du Marché :	1 133 875 FCFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- l'absence dans le dossier :
 - Documents juridiques des soumissionnaires
 - Lettre d'invitation aux soumissionnaires
- qu'aucun document pouvant attester de la capacité juridique et financière des différents soumissionnaires n'a été exigé, en violation des dispositions des articles 44 et 78 alinéa 2.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons au Ministère de l'Élevage de veiller au respect des dispositions de l'article 44 du Décret 2011--1048 du 27 juillet 2011, portant Code des marchés publics.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

Le Ministère de l'Élevage a principalement respecté les dispositions du Décret 2011-1048 du 27 juillet 2011, portant Code des marchés.

DRP-CONSOMMABLES INFORMATIQUES

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

Cette DRP est relative à l'acquisition de consommables informatiques pour un montant de FCFA 399 725.

DONNEES SUR LE MARCHE

1. Financement :	Budget de Fonctionnement
2. Nom de l'Autorité contractante :	Ministère de l'élevage
3. Intitulé du marché :	Consommables Informatiques
4. Numéro du marché :	non numéroté
5. Description des biens, travaux ou service :	Consommables Informatiques
6. Nom de l'attributaire du marché :	JEAN D'ARC
7. Nombre d'offres reçues :	5
9: Date de publicité de la demande de prix :	LETTRE NON DATEE
10. Date ouverture des plis :	12/09/2012
11. Date de signature et approbation contrat (si requis) :	N/A
12. Date de publication des résultats :	N/A
13. Date Ordre de service de commencer :	N/A
14. Date de démarrage effectif de prestation :	N/A
15. Délai d'exécution :	Non défini
16. Date de réception :	BL 05/10/2012
17. Montant de base du marché :	N/A
18. Montant de L'avenant :	N/A
18. Montant du Marché :	399 725 FCFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- l'absence dans le dossier des documents juridiques des soumissionnaires ;
- qu'aucun document pouvant attester de la capacité juridique et financière des différents soumissionnaires n'a été exigé, en violation des dispositions des articles 44 et 78 alinéa 2.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons au Ministère de l'Elevage de veiller au respect des dispositions de l'article 44 du Décret 2011--1048 du 27 juillet 2011, portant Code des marchés publics.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

Le Ministère de l'Elevage a principalement respecté les dispositions du Décret 2011--1048 du 27 juillet 2011, portant Code des marchés.

DRP-FOURNITURES DE BUREAU

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

Cette DRP est relative à l' acquisition de fournitures de bureau pour un montant de FCFA 1 758 200.

DONNEES SUR LE MARCHE

1. Financement :	Budget de Fonctionnement
2. Nom de l'Autorité contractante :	Ministère de l'élevage
3. Intitulé du marché :	Fournitures de Bureau
4. Numéro du marché :	non numéroté
5. Description des biens, travaux ou service :	Fournitures de Bureau
6. Nom de l'attributaire du marché :	Africaine de Distribution et de Marketing ADM
7. Nombre d'offres reçues :	5
9: Date de publicité de la demande de prix :	LETRE NON DATEE
10. Date ouverture des plis :	05/09/2012
11. Date de signature et approbation contrat (si requis) :	05/09/2012
12. Date de publication des résultats :	N/A
13. Date Ordre de service de commencer :	N/A
14. Date de démarrage effectif de prestation :	N/A
15. Délai d'exécution :	Non défini
16. Date de réception :	BL 09/10/2012
17. Montant de base du marché :	N/A
18. Montant de L'avenant :	N/A
18. Montant du Marché :	1 758 200 FCFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- l' absence dans le dossier :
 - du certificat de service fait ou PV de réception,
 - des justificatifs de paiements,
 - des documents juridiques des soumissionnaires,
- qu' aucun document pouvant attester de la capacité juridique et financière des différents soumissionnaires n' a été exigé, en violation des dispositions des articles 44 et 78 alinéa 2.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons au Ministère de l' Elevage de veiller au respect des dispositions de l' article 44 du Décret 2011--1048 du 27 juillet 2011, portant Code des marchés publics.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

Le Ministère de l' élevage a principalement respecté les dispositions du Décret 2011-1048 du 27 juillet 2011, portant Code des marchés.

DRP- TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE GROUPE

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

Cette DRP est relative aux Travaux d'entretien et de maintenance groupe pour un montant de FCFA 2 373 452.

DONNEES SUR LE MARCHE

1. Financement :	Budget de Fonctionnement
2. Nom de l'Autorité contractante :	Ministère de l'élevage
3. Intitulé du marché :	Travaux d'Entretien et de Maintenance Groupe
4. Numéro du marché :	non numéroté
5. Description des biens, travaux ou service :	Travaux d'Entretien et de Maintenance Groupe
6. Nom de l'attributaire du marché :	Jeanne D'arc
7. Nombre d'offres reçues :	5
9: Date de publicité de la demande de prix :	LETTRE NON DATEE
10. Date ouverture des plis :	07/11/2012
11. Date de signature et approbation contrat (si requis) :	13/11/2012
12. Date de publication des résultats :	N/A
13. Date Ordre de service de commencer :	N/A
14. Date de démarrage effectif de prestation :	N/A
15. Délai d'exécution :	Non défini
16. Date de réception :	réception technique 22/11/2012
17. Montant de base du marché :	N/A
18. Montant de L'avenant :	N/A
18. Montant du Marché :	2 373 452 FCFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- l'absence dans le dossier des documents juridiques des soumissionnaires ;
- qu'aucun document pouvant attester de la capacité juridique et financière des différents soumissionnaires n'a été exigé, en violation des dispositions des articles 44 et 78 alinéa 2.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons au Ministère de l'Elevage de veiller au respect des dispositions de l'article 44 du Décret 2011-1048 du 27 juillet 2011, portant Code des marchés publics.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

Le Ministère de l'Elevage a principalement respecté les dispositions du Décret 2011-1048 du 27 juillet 2011, portant Code des marchés.

DALLAGE DU PARKING DU MINISTERE

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

Cette DRP est relative au dallage du parking du Ministère de l'Elevage pour un montant de FCFA 2 519 300.

DONNEES SUR LE MARCHE

1. Financement :	Budget Etat du Sénégal
2. Nom de l'Autorité contractante :	DAGE Ministère de l'élevage
3. Intitulé du marché :	dallage du parking du ministère de l'élevage
4. Numéro du marché :	n°00347
5. Description des biens, travaux ou service :	Travaux de BTP
6. Nom de l'attributaire du marché :	Africaine de distribution et de marketing (ADM)
7. Nombre d'offres reçues :	5
9: Date de publicité de la demande de prix ou de la lettre d'invitation :	15/10/2012
10. Date ouverture des plis :	30/10/2012
11. Date de signature et approbation contrat (si requis) :	02/11/2012
12. Date de publication des résultats :	02/11/2012
13. Date Ordre de service de commencer :	OS non transmis
14. Date de démarrage effectif de prestation :	Non communiquée
15. Délai d'exécution :	non prévu
16. Date de réception :	09/11/2012
17. Montant du marché :	2 519 300 F CFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous permis de constater :

- l'absence dans le dossier des documents attestant de la transmission des lettres d'invitation ;
- la consultation de fournisseurs pour lesquels les prestations demandées ne rentrent pas dans leur objet social. Il s'agit des entreprises Soumbar Express Services et ADM, spécialisées respectivement dans les solutions informatiques et le marketing. Par ailleurs, ces mêmes entreprises étaient sollicitées dans le cadre d'une consultation pour une formation en bureautique ;
- qu'aucune spécification n'est donnée pour la réalisation des travaux ;
- le défaut de précision du délai d'exécution.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons au Ministère de l'Elevage de veiller au respect des dispositions du décret 2011--1048 du 27 Juillet 2011, portant Code des Marchés Publics.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

Le Ministère de l'Elevage n'a pas respecté les dispositions du Décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011, portant Code des Marchés, relatives aux DRP.

LOCATION CAMION

COMMENTAIRES SUR LE MARCHÉ

Cette DRP est relative à la Location de camion pour le transport de mini laiterie et groupe électrogène pour un montant de FCFA 991 200.

DONNEES SUR LE MARCHÉ

1. Financement :	Budget Etat du Sénégal
2. Nom de l'Autorité contractante :	DAGE Ministère de l'élevage
3. Intitulé du marché :	Location de camion pour le transport de mini laiterie et groupe électrogène
4. Numéro du marché :	n° 11
5. Description des biens, travaux ou service :	location de camion
6. Nom de l'attributaire du marché :	Jet équipe
7. Nombre d'offres reçues :	5
9: Date de publicité de la demande de prix ou de la lettre d'invitation :	lettres non transmises
10. Date ouverture des plis :	26/07/2012
11. Date de signature et approbation contrat (si requis) :	26/07/2012
12. Date de publication des résultats :	26/07/2012
13. Date Ordre de service de commencer :	N/A
14. Date de démarrage effectif de prestation :	N/A
15. Délai d'exécution :	Non précisé
16. Date de réception :	05/11/2012
17. Montant du marché :	991 200 F CFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous permis de constater :

- l'absence dans le dossier des lettres d'invitation adressées aux fournisseurs;
- qu'aucune spécification n'est donnée pour la réalisation des prestations ;
- que des pratiques de collusion sont constatées notamment avec des offres présentant le même format ou les mêmes fautes : il s'agit des offres des soumissionnaires de Jet-équipe, de Minam Equipement et de Doudou et Astou.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons au Ministère de l'Elevage de veiller au respect des dispositions du décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011, portant Code des Marchés Publics.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHÉ

Le Ministère de l'Elevage n'a pas respecté les dispositions du Décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011, portant Code des Marchés, relatives aux DRP.

**REPONSES DE GRANT THORNTON AUX OBSERVATIONS
ET COMMENTAIRES DU MINISTERE DE L'ELEVAGE
SUR NOTRE RAPPORT PROVISOIRE**

Dakar le 07 juillet 2014

A Monsieur le Ministre de L'Elevage

V/Réf : N° 00420/MEPA/DAGE/CPM du 14 juillet 2014

N/Réf : 0799/2014/MG/KS/RC

Objet : Réponse aux commentaires du Ministère de l' Elevage et des Productions Animales
à notre rapport provisoire sur la revue indépendante des marchés conclus au titre de l' exercice 2012.

Monsieur le Ministre,

Nous accusons réception de la lettre citée en référence, relative à l'objet précité et vous en remercions.

Nous vous prions de trouver en annexe notre réponse relative aux observations du Ministère de l'Elevage et des Productions Animales.

Vous en souhaitant bonne réception, nous vous prions d' agréer **Monsieur le Ministre**, l' assurance de notre considération distinguée.

Mansour GAYE

Associé



Points d'observations du Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	Réponses de l'Auditeur
<p>1) « A la défaillance de l'archivage »</p> <p>Nous allons y remédier avec le concours d'un archiviste mis à notre disposition par la fonction publique et un plan directeur a été élaboré afin de mettre en place un classement adéquat.</p>	<p>Nous prenons acte des dispositions à prendre toutefois le constat reste maintenu.</p>
<p>2) « A la mise en place tardive de la cellule de passation de marchés et de la commission des marchés »</p> <p>Effectivement, le MEPA n'a pas respecté comme le prescrit la réglementation pour la mise en place de la Commission des Marchés (CM) et la Cellule de Passation des Marchés (CPM) dans les délais prescrits. Nous avons pris bonne note et nous allons prendre toutes les dispositions pour se conformer à la réglementation.</p>	<p>Nous prenons acte des dispositions à prendre. Le constat reste maintenu.</p>
<p>3) « Du défaut de désignation d'un suppléant pour chaque membre de la commission des marchés »</p> <p>Nous avons pris bonne note des recommandations et nous allons se conformer à la réglementation.</p>	<p>Nous prenons acte des dispositions à prendre toutefois le constat reste maintenu.</p>
<p>4) « Au constat sur l'existence juridique des soumissionnaires »</p> <p>Nous allons y veiller en mettant en place une base de données de fournisseurs agréés avec leur domaine de compétence.</p>	<p>Nous prenons acte des dispositions à prendre toutefois le constat reste maintenu.</p>
<p>5) « A l'absence de documents attestant de la qualification des soumissionnaires »</p> <p>Nous veillerons à ce que les dispositions soient prises lors de la prochaine exécution budgétaire.</p>	<p>Nous prenons acte des dispositions à prendre toutefois le constat reste maintenu.</p>

**OBSERVATIONS ET COMMENTAIRES DU MINISTERE DE
L'ELEVAGE SUR NOTRE RAPPORT PROVISOIRE**

REPUBLIQUE DU SENEGAL
Un Peuple - Un But - Une Foi

MINISTERE DE L'ELEVAGE
ET DES PRODUCTION ANIMALES

0 0 0 0 4 2 0
N° -----/MEPA/DAGE/CPM

Dakar, le 14 JUIL 2014

LE DAGE

Objet : Réponse du rapport sur la revue indépendante de la conformité de la passation des marchés des autorités contractantes du Groupe II, au titre de la gestion de la DAGE du Ministère de l'Elevage et des Productions animales
Réf : V/L n°0679/2014/MG/MSY/FBN du 05juin 2014.

Monsieur le Directeur,

Par lettre citée en référence, vous me transmettez le rapport provisoire issu des audits de la Direction de l'Administration Générale et de l'Equipement, au titre de la gestion 2012.

L'analyse de ce rapport et des recommandations par mon service audité s'est fait dans une perspective de prise en charge desdites recommandations, pour améliorer le ménagement de mon service à travers la conformité de la procédure de passation des marchés, dans le contexte de gestion axée sur les résultats et de bonne gouvernance.

C'est pourquoi j'approuve toutes les recommandations pertinentes surtout celles relatives :


- à la défaillance de l'archivage ;
- à la mise en place tardive de la cellule de passation de marchés et de la commission des marchés ;
- du défaut de désignation d'un suppléant pour chaque membre de la commission des marchés ;
- au constat sur l'existence juridique des soumissionnaires ;
- à l'absence de documents attestant de la qualification des soumissionnaires.

En retour, je transmets ci-joint, l'ensemble des réponses sur le rapport provisoire de la DAGE, au titre de la gestion 2012.

Je vous en souhaite une bonne réception.

A
Monsieur Mansour GAYE
Associé

DAKAR

Le Coordonnateur de la CPM
P.O. C/BA


TABEAU DE SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS

N°	CONSTATS	RECOMMANDATIONS	ORGANISMES RESPONSABLE
1.			<p>MEPA/DAGE/CPM</p> <p>Nous allons y remédier avec le concours d'un archiviste mis à notre disposition par la fonction publique et un plan directeur a été élaboré afin de mettre en place un classement adéquat.</p>
2.			<p>MEPA/DAGE/CPM</p> <p>Effectivement, le MEPA n'a pas respecté comme le prescrit la réglementation pour la mise en place de la commission des marchés (C M) et la Cellule de Passation des Marchés (CPM) dans les délais prescrits.</p> <p>Nous avons pris bonne note et nous allons prendre toutes les dispositions pour se conformer à la réglementation.</p>
3.			<p>MEPA/DAGE/CPM</p> <p>Nous avons pris bonne note des recommandations et nous allons se conformer à la réglementation.</p>
4.			<p>MEPA/DAGE/CPM</p> <p>Nous allons y veillant en mettant en place une base de données de fournisseurs agréés avec leur domaine de compétence.</p>
5.			<p>MEPA/DAGE/CPM</p> <p>Nous veillerons à ce que les dispositions soient prises lors de la prochaine exécution budgétaire</p>

NB : Le MEPA prend en compte toutes les recommandations issus du rapport de Grant Thornton.